

Les conflits autour de la création et de l'existence d'Israël

1. La naissance d'Israël

Diapo/cartes. La situation en 1945 : la **Palestine est sous mandat britannique**, compte 1,2 millions d'Arabes et 560 000 Juifs. Ces derniers sont pour la plupart arrivés dans l'entre-deux-guerres. La révélation du génocide accélère l'arrivée des Juifs et renforce la cause du sionisme. Le climat est tendu dans l'immédiat après-guerre et l'échec du mandat britannique est patent. Londres propose deux plans successifs de partage qui n'aboutissent pas, et s'en remet ensuite à l'ONU, qui adopte en novembre 1947 la **résolution 181**, un **plan de partage**.

→ L'ONU propose de diviser la Palestine en deux États, un État juif et un État arabe, avec union économique. Dans le détail, deux États discontinus dont les territoires sont reliés par d'étroits corridors. Jérusalem serait internationalisée et placée sous contrôle de l'ONU en raison de la présence des lieux saints.

Les Arabes rejettent le plan et prennent les armes. Les Juifs l'acceptent et fondent l'État d'Israël le 14 mai 1948. *Diapo.* La naissance de cet État est proclamée à Tel Aviv, par **David Ben Gourion** (né en Pologne, représentant du mouvement sioniste dans la Palestine mandataire). Reconnaissance immédiate par les États-Unis, puis par l'URSS.

→ Sionisme : mouvement visant à la création d'un État juif indépendant en Palestine.

Conséquences :

- Départ des Britanniques (dès le 15 mai 1948)
- Exode de centaines de milliers de Palestiniens, 700 000 en tout, entre décembre 1947 et juillet 1949 : c'est la **Nakba** (« catastrophe » en arabe). *Diapo.*

- Réaction des États arabes voisins, membres de la Ligue Arabe : ils déclarent guerre à Israël. C'est le **premier conflit israélo-arabe (mai 1948-janvier 1949)**, que les Israéliens appellent « **Guerre d'indépendance** ». Supériorité de l'armée israélienne (Tsahal) : le territoire israélien s'agrandit de 6 000 km² (soit 20 000 km² au total), voir les annexions sur la carte. Aucun État palestinien ne voit le jour. Le Proche-Orient entre dans une spirale de violence.

2. La persistance des conflits entre Israël et les États arabes voisins (jusqu'au début des années 1970)

Aucun pays arabe ne reconnaît l'existence de l'État d'Israël. Ce dernier se lance alors dans des **guerres dites préventives** qu'il estime nécessaires à sa survie.

- Intervention dans la **crise de Suez, 1956**. *Diapo + voir cours Guerre froide.*
- **Guerre des Six Jours, 1967** : *diapo.* Victoire nette d'Israël face aux armées égyptienne, syrienne et jordanienne. Occupation du Sinaï, de Gaza, de la Cisjordanie, du plateau du Golan et de Jérusalem Est. Désormais en position dominante, Israël refuse de se soumettre à la résolution 242 de l'ONU en se maintenant dans ces territoires occupés.

→ Résolution 242 de l'ONU : votée en 1967, elle exige le retrait des territoires occupés, mais rappelle aussi le droit pour tous les États de la région (y compris Israël) de vivre en sécurité.

- **Guerre du Kippour, 1973** : *diapo.* L'Égypte d'Anouar El-Sadate lance une offensive contre Israël le 6 octobre, jour de la fête juive du Yom Kippour. Égyptiens et Syriens, pour la première fois, font jeu égal avec Israël sur le terrain militaire. Le front se stabilise.

Les États-Unis sont intervenus dans ce conflit, apportant leur soutien militaire à Israël. En réaction, les pays du Golfe réunis dans l'OPEP (créée en 1960) décident de réduire leur

production pétrolière de 25%, et de hausser le prix du pétrole, dans un contexte où les États-Unis atteignent leur pic de production de pétrole. L'Arabie Saoudite va jusqu'à imposer un embargo de ses exportations vers les États-Unis. Le prix du baril explose et passe de 4 à 13 dollars en seulement quelques semaines : c'est le **premier choc pétrolier**, dont les répercussions sont mondiales. Dépendantes du pétrole, les économies occidentales sont touchées de plein fouet. La facture énergétique est multipliée par quatre, les entreprises sont contraintes au chômage technique, le coût de la vie explose, les États s'endettent, le chômage augmente (fin des Trente Glorieuses).

Les années 1970 révèlent des **divisions dans le monde arabe**. *Diapo*. Anouar El-Sadate, suite à la guerre du Kippour, se tourne vers les États-Unis pour qu'ils amènent Israël à négocier. Il obtient lors des **Accords de Camp David (1978)** le retrait d'Israël du Sinaï, restitué à l'Égypte. Un accord de paix entre les deux pays est signé en 1979 (le premier du genre). L'Égypte, qui a reconnu officiellement Israël, est temporairement exclue de la Ligue Arabe.

3. Le tournant des années 1970 : l'épicentre du conflit se déplace vers la question palestinienne.

Le facteur clé est la **renaissance du nationalisme palestinien** au cours des années 1960-1970 : l'**OLP (Organisation de Libération de la Palestine)** est créée en **1964**, avec comme principaux moyens d'action la lutte armée et les attentats terroristes : détournements d'avions, massacre d'athlètes israéliens lors des JO de Munich en 1972.

Son chef à partir de 1969 est **Yasser Arafat**, *diapo*, son parti politique est le **Fatah**.

La situation conduit Israël à réagir : le Premier ministre Begin et son ministre de la Défense Sharon pensent être en mesure de pouvoir porter le coup de grâce à l'OLP. Le 6 juin **1982**, Tsahal frappe le Liban où se sont réfugiés des chefs palestiniens, fait le siège de Beyrouth, et oblige ainsi les principaux leaders palestiniens à fuir en Tunisie.

Victoire ? Non, car l'intervention n'a rien apporté à la solution du problème palestinien. De plus, les massacres de Palestiniens dans les **camps de Sabra et de Chatila** (*diapo*) par des milices chrétiennes, sans que forces israéliennes interviennent, soulèvent l'indignation du monde entier, y compris en Israël où le consensus national autour du conflit se rompt.

Tsahal quitte le Liban en 1985.

En **1987**, l'OLP lance l'**Intifada** (« guerre des pierres ») : d'abord spontanée puis très vite encadrée, cette **guerre des pierres** s'accompagne d'opérations de désobéissance civile à Gaza et en Cisjordanie. Militarisation croissante de ce mouvement, qui s'éteint en **1993**. C'est alors que naît le **mouvement palestinien islamiste** du **Hamas**, ou « mouvement de résistance islamique », qui transpose le conflit sur le terrain religieux et se bat pour la destruction totale d'Israël. Dans sa charte rédigée en 1988, le Hamas appelle à la destruction d'Israël et à l'instauration d'un État islamique dans tout ce qui était autrefois la Palestine sous mandat britannique. Depuis 2017, il accepte néanmoins un État palestinien limité aux frontières de 1967.

En fait, l'Intifada seule n'amène pas Israël à négocier ; il faut un nouveau conflit dans la région (la guerre du Golfe, 1991), qui démontre la formidable puissance américaine et place les États-Unis dans une situation hégémonique, ce qui leur permet de lancer le processus de

paix. D'où les **accords d'Oslo en 1993**, signés à Washington. *Diapo* : Yasser Arafat et Yitzhak Rabin échangent une poignée de main historique à la Maison Blanche, devant le président américain Bill Clinton. Portée politique : création d'une **Autorité palestinienne** présidée par Arafat (qui s'installe en Palestine), avec un Conseil législatif élu en 1996. L'Autorité palestinienne n'a pas les pouvoirs d'un État souverain (relations extérieures, défense...) et ses compétences sont limitées (éducation, santé, police...). Sur le plan territorial, l'Autorité palestinienne contrôle 70 % de Gaza et une partie de la Cisjordanie. Des négociations sont prévues dans les 3 ans en ce qui concerne le statut de Jérusalem. *Diapo/carte*.

4. La résolution inachevée du conflit israélo-palestinien

Le processus de paix d'Oslo s'enlise rapidement. Il est rejeté par les extrémistes des deux camps, qui reprennent les attentats : attentats anti-israéliens par des extrémistes palestiniens, et **assassinat du Premier ministre israélien Yitzhak Rabin** par un extrémiste juif en 1995. *Diapo/ La Croix*, 1995.

En 1996, **Benjamin Netanyahu** (parti du Likoud) devient Premier ministre d'Israël. *Diapo*. Il est hostile à l'arrêt de la colonisation de nouvelles terres par Israël et à la création d'un État palestinien dont la capitale serait Jérusalem. En 2000, la visite sur l'esplanade des Mosquées (*diapo*) d'Ariel Sharon (parti du Likoud aussi, en campagne pour le poste de Premier ministre, acquis en 2001) déclenche la **deuxième intifada, de 2000 à 2003**.

Côté palestinien, le **Hamas** se distingue du Fatah et prône la continuation de la lutte armée contre Israël. Ce parti remporte dans la bande de Gaza des victoires électorales en **2005** (municipales) et **2006** (législatives) : **depuis, la bande de Gaza est contrôlée par le Hamas**. Cette prise de pouvoir à Gaza est rejetée par la communauté internationale (Hamas classé dans la liste des organisations terroristes par les EU, le Canada, l'UE ou encore le Japon), mais aussi par leurs rivaux palestiniens : rupture avec l'Autorité palestinienne installée à Ramallah, en Cisjordanie, et dirigée par Mahmoud Abbas (*diapo*).

Qui sont les alliés du Hamas ? Les opposants à la politique américaine et israélienne au Moyen Orient : l'Iran, la Syrie, le **Hezbollah** libanais, groupe islamiste chiite basé au Liban, force hostile à Israël - lors de l'été 2006, la guerre des 33 jours oppose le Hezbollah et Israël dans le sud du Liban.

Hamas et Hezbollah sont à l'origine d'attentats-suicides contre Israël, qui répond à partir de 2002 avec le développement du peuplement juif dans les territoires occupés de Cisjordanie (les **colonies**) et la construction d'une « **barrière de sécurité** » entourant les territoires occupés, déclarée illégale par la Cour pénale internationale en 2004. *Diapos*.

La « **feuille de route** » adoptée en **2003** par les États-Unis, l'Union européenne, l'ONU et la Russie, pour proposer un plan de règlement du conflit, n'a pas abouti. Les tirs de roquette se poursuivent, et Israël intervient en 2006 au Liban pour affaiblir le Hezbollah (*cf. supra*), ainsi qu'en 2008 dans la bande de Gaza dont le Hamas a pris le contrôle et d'où partent régulièrement des tirs de roquettes contre Israël.

Depuis, les négociations entre Israël et l'Autorité palestinienne, représentée par **Mahmoud Abbas** depuis 2005 (parti : le Fatah), *diapo*, sont au point mort, en dépit des efforts des États-Unis et de l'Union européenne pour les relancer.

En 2011, l'Autorité palestinienne est reconnue comme membre de l'UNESCO et en **2012**, obtient le statut d'**État observateur à l'ONU**, contre l'avis d'Israël et des États-Unis.

Quels sont les points d'achoppement ? Le statut de Jérusalem ; les colonies juives ; la question des réfugiés palestiniens - environ 2 millions de réfugiés vivent dans des camps

(gérés par l'ONU), au Liban, à Gaza et en Cisjordanie.

Les espoirs de paix sont davantage fragilisés encore en **2017**, par la décision de l'Administration Trump de déplacer l'ambassade à Jérusalem (façon de reconnaître la ville comme capitale de l'État d'Israël).

En mars 2018, une quinzaine de Palestiniens meurent sous les balles de l'armée israélienne lors de la « **marche du retour** » organisée près de la barrière qui sépare la bande de Gaza et Israël. *Diapo/carte récapitulative.*

Le premier ministre Benjamin Netanyahu (sur une ligne de droite nationaliste dure, accusé de corruption et de crimes de guerre en 2021). Il est évincé en 2021, et est de retour depuis décembre 2022.

Le conflit Israël/Palestiniens, enlisé dans la violence, passe au second plan des préoccupations géopolitiques de la région. Au premier plan : la normalisation d'Israël.

5. La normalisation d'Israël

Depuis 2020, Israël opère un tournant stratégique fondamental avec une partie du monde arabe. Antécédents : les accords de Camp David en **1978** avec l'**Égypte** ; l'accord de paix signé entre Israël et la **Jordanie** en **1994**. Les relations entre les deux pays sont ainsi normalisées et les contestations de territoires sont résolues par ce traité – plan de partage des eaux du Jourdain notamment, enjeu essentiel.

En **2020**, sont signés les **Accords d'Abraham**, sous l'égide des États-Unis (à la Maison Blanche). Israël normalise ses relations avec deux pétromonarchies du Golfe, les Émirats Arabes Unis et Bahreïn. *Diapo.*

Suivent rapidement des accords avec le **Maroc** (2020), et le **Soudan** (2021) ; quand les États-Unis lui fournissent une aide d'un milliard de \$ pour rembourser une dette à la Banque mondiale).

La normalisation des relations entre l'**Arabie Saoudite** et Israël est en cours en négociation (2022), et s'est amorcée avec l'ouverture de l'espace aérien saoudien en juillet 2022. Les signes se multiplient : coopération sécuritaire contre la menace iranienne ; visas spéciaux aux hommes d'affaires israéliens. Cependant, le rapprochement entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, sous l'égide de la Chine (mars 2023) laisse planer le doute sur les engagements saoudiens.

Ainsi, des régimes arabes qui avaient refusé de reconnaître Israël au nom de la cause palestinienne changent de position. Comment éclairer ce tournant ?

- Il s'agit, du point de vue géopolitique, de **faire front contre l'Iran**, l'ennemi commun qui menace de développer l'arme nucléaire et de prendre le leadership dans la région. Puissante chiite, l'Iran menace explicitement et directement la sécurité d'Israël depuis la révolution de 1979.
- Les accords ont des conséquences militaires, sécuritaires, énergétiques, économiques: les **Émirats Arabes Unis** peuvent désormais acquérir des avions de chasse américains F35, jusqu'alors réservés à Israël. Israël fournit ses technologies dans le domaine de la sécurité en échange du pétrole des EAU. Des liaisons aériennes sont ouvertes entre Abu Dabi et Tel Aviv, ou Dubaï et Tel Aviv, pour développer le tourisme.
- En ce qui concerne la normalisation **Maroc/Israël**, il s'agit là aussi de définir une collaboration plurielle. Le Maroc a accès à un matériel militaire et sécuritaire de pointe, et obtient le soutien d'Israël sur la question du Sahara occidental (revendiqué par le Front Polisario, soutenu par l'Algérie). Des lignes aériennes sont ouvertes entre les deux pays (enjeu touristique).

- **L'Égypte** approfondit ses liens avec Israël autour de la question des hydrocarbures en méditerranée orientale, où se trouvent d'immenses gisements de gaz (champs de Leviathan et Tamar au large d'Israël). Depuis janvier 2020, un gazoduc sous-marin relie les deux pays (Israël ne possède pas de pipeline reliant les gisements gaziers offshore à l'Europe, et l'Égypte possède des usines de liquéfaction du gaz), et d'autres sont en projet, notamment dans le contexte d'une Europe qui cherche à se défaire de sa dépendance au gaz russe. *Diapo/carte.*

6. Octobre 2023 : l'attaque d'Israël par le Hamas

Le samedi 17 octobre 2023, les combattants palestiniens du Hamas lancent l'opération « Déluge d'Al-Aqsa » sur Israël. Ils aveuglent les caméras et les systèmes de défense, et ouvrent au moins sept brèches dans le mur qui sépare les deux territoires (bande de Gaza/Israël). Une fois passés, ils attaquent simultanément au moins six bases militaires de Tsahal - l'armée israélienne - et sept zones civiles, dont une ville, cinq kibboutz et un festival de musique.

Le Monde : l'attaque du Hamas sur Israël

<https://www.youtube.com/watch?v=u6C5LnuBmc>

Pour compléter sur les différents aspects du conflit en cours, le *Dessous des Cartes* :

Israël-Palestine : combien de guerres ?

<https://www.arte.tv/fr/videos/117101-001-A/le-dessous-des-cartes/>

Israël-Palestine : les cartes du Hamas

<https://www.arte.tv/fr/videos/112869-006-A/le-dessous-des-cartes-l-essentiel/>

Gaza : du blocus à la guerre

<https://www.arte.tv/fr/videos/112869-018-A/le-dessous-des-cartes-l-essentiel/>

Gaza : la guerre des tunnels

<https://www.arte.tv/fr/videos/112869-024-A/le-dessous-des-cartes-l-essentiel/>

Israël : une économie en guerre

<https://www.arte.tv/fr/videos/112869-020-A/le-dessous-des-cartes-l-essentiel/>

Israël-Hezbollah : ennemis jurés

<https://www.arte.tv/fr/videos/112869-019-A/le-dessous-des-cartes-l-essentiel/>

États-Unis : quel rôle au Proche Orient ?

<https://www.arte.tv/fr/videos/112869-021-A/le-dessous-des-cartes-l-essentiel/>

L'incontournable Qatar

<https://www.arte.tv/fr/videos/112869-013-A/le-dessous-des-cartes-l-essentiel/>

Israël-Hamas : les acteurs de la région à la manœuvre

<https://www.arte.tv/fr/videos/112869-022-A/le-dessous-des-cartes-l-essentiel/>

La diplomatie de MBS

<https://www.arte.tv/fr/videos/112869-026-A/le-dessous-des-cartes-l-essentiel/>

Compléments :

- **La déclaration Balfour, 2 novembre 1917**

Il s'agit d'une lettre adressée par le ministre des Affaires étrangères du gouvernement britannique au Lord Rothschild, personnalité éminente de la communauté juive britannique et financier du mouvement sioniste.

Traduction française:

« Cher Lord Rothschild,

J'ai le grand plaisir à vous transmettre, au nom du gouvernement de Sa Majesté, la déclaration suivante de sympathie à l'adresse des aspirations sionistes juives, qui a été soumise et approuvée par le cabinet.

Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civiques et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont jouissent les Juifs dans tout autre pays.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste.

Arthur James Balfour »

C'est un document diplomatique important dans l'histoire du Proche-Orient au XXe siècle : la promesse «d'un foyer national juif» en Palestine ; le sionisme politique obtient une garantie juridique internationale.

Cependant, les promesses britanniques sont contradictoires. Le 16 mai 1916, les Britanniques et les Français signent les accords Sykes-Picot, qui prévoient le démantèlement de l'Empire ottoman après la guerre. Les deux alliés se partagent les possessions de l'Empire ottoman au Proche-Orient. Les Britanniques promettent également au chérif de La Mecque, Hussein ben Ali les territoires arabes sous occupation turque, dont la Palestine et la Syrie. Et l'année suivante, par la Déclaration Balfour, ils font parallèlement la promesse «d'un foyer national juif» en Palestine... La paix venue, il est difficile de concilier ces engagements opposés.

- **Qu'est-ce que le Jihad islamique palestinien, allié radical et imprévisible du Hamas ?**

Par Gary Dagorn et Assma Maad , 20 octobre 2023, *Le Monde*.

Le mouvement armé est le second plus important dans la bande de Gaza. Intransigent dans sa lutte armée contre Israël, le groupe s'implante aussi fortement en Cisjordanie.

Moins connu que le Hamas, le JIP se distingue par sa radicalité et son intransigeance dans son combat armé contre Israël. Qualifié d'organisation terroriste par les Etats-Unis et l'Union européenne, ce mouvement de lutte pour la libération de la Palestine est aujourd'hui, derrière le Hamas, la deuxième faction armée de la bande de Gaza. Comment cette organisation est-elle née, quels combats mène-t-elle, et en quoi se distingue-t-elle du Hamas ?

Un mouvement inspiré par la révolution iranienne de 1979

A l'origine du mouvement se trouvent des étudiants et des intellectuels rentrés d'Egypte après leurs études et désireux de lutter contre la politique coloniale d'Israël. Sous l'impulsion de Fathi Chikaki, un Palestinien ayant gravité autour des Frères musulmans depuis son cursus

de médecine en Egypte et qui tient la récente révolution islamique iranienne de 1979 comme un modèle à suivre pour le monde arabe, ces jeunes militants cherchent d'abord à convaincre la faction palestinienne des Frères musulmans d'engager une lutte armée pour libérer la Palestine, mais ceux-ci refusent.

Fathi Chikaki et Abdelaziz Awda, un enseignant de Gaza passé lui aussi par l'Egypte, s'associent alors pour fonder le mouvement du Jihad islamique en Palestine en 1981, six ans avant la fondation du Hamas. A ses débuts, le mouvement, composé de jeunes musulmans partageant un héritage « *qui conjugue culture littéraire européenne et mouvement réformiste musulman* », comme le notaient Wissam Alhaj, Nicolas Dot-Pouillard et Eugénie Rebillard sur le site « La Vie des idées », en 2015. Il cherche à se distinguer des Frères, qu'ils considèrent comme tenants d'un islam trop rigoriste et ayant délaissé la lutte anticoloniale, mais aussi de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP), qu'ils critiquent pour son approche laïque. « *Le JIP, conçu dès le départ comme une troisième voie, a été fondé en opposition à ces deux mouvements* », expliquait au *Monde* en 2022 la politologue Leïla Seurat, chercheuse au Centre arabe de recherches et d'études politiques (Carep).

L'invasion du Liban par Israël en 1982 sert de déclencheur à l'activisme du mouvement. Le JIP s'implante dans les pays voisins (Liban, Syrie, Iran) et commence à prêcher dans les universités et les mosquées (jusque-là le terrain de prédilection des Frères musulmans) afin d'importer la lutte armée vers les territoires palestiniens. « *Alors que le mouvement a passé ses premières années à construire sa base à Gaza, il a entrepris ses premières opérations militaires en 1984, cinq ans avant le Hamas* », note le spécialiste du mouvement, Erik Skare, chercheur à l'université d'Oslo, dans un ouvrage paru en 2021, *A History of Palestinian Islamic Jihad : Faith, Awareness, and Revolution in the Middle East (Une histoire du Jihad islamique palestinien : foi, conscience et révolution au Moyen-Orient)*. Celle-ci passe initialement par des attaques à l'arme blanche, faute de moyens, puis pendant la première Intifada (1987-1993) par des jets de pierres et des attaques aux cocktails Molotov.

L'opposition aux accords d'Oslo, un facteur structurant

La perspective en 1993 de la signature des accords d'Oslo, que le JIP conteste frontalement, permet au mouvement de grandir et de se structurer. Il commet alors une série d'attentats à la bombe en territoire israélien, ce qui mène à l'assassinat de Fathi Chikaki, en octobre 1995 par Israël. Affaibli par la mort de son leader et par la répression conjointe d'Israël et de l'Autorité palestinienne, le mouvement se radicalise et gagne en popularité par son refus obstiné des accords d'Oslo et de la négociation. Il relance des attentats-suicides contre Israël lors de la deuxième Intifada (2000-2005), avant que son développement militaire lui permette d'opter pour des attaques à la roquette au départ de Gaza, méthode que le mouvement utilise encore aujourd'hui.

Selon le département d'Etat américain, le JIP a principalement été financé par les autorités iraniennes. Fathi Chikaki a lui-même expliqué à *Newsday* en 1993 que son organisation était soutenue par l'Iran. Même si cette aide n'est pas sans faiblir depuis cinq ans. « *L'Iran souffre lui aussi [sous l'effet de sanctions américaines]. Depuis 2018, les fonds qu'il nous verse se sont réduits de 20 % à 30 %. Pendant deux mois après les derniers combats d'août 2022, nous n'avons pas reçu un sou* », déplorait au *Monde*, en mai, Dawood Shehab, un cadre politique du mouvement.

Historiquement implantée dans la bande de Gaza, sur les rives de la Méditerranée, l'organisation s'est étendue en Cisjordanie, territoire palestinien situé sur la rive occidentale du Jourdain. Dans les villes de Naplouse et Jénine, plusieurs brigades armées ont attaqué en 2022 des postes de contrôle tenus par les forces israéliennes.

Plus radical, le Jihad islamique n'aspire pas au pouvoir

S'il a été créé plus tôt, le Jihad islamique ne s'est pas imposé politiquement, contrairement au Hamas, qui administre seul la bande de Gaza depuis juin 2007. Néanmoins, les deux mouvements islamistes se rejoignent sur plusieurs points : le rejet des accords d'Oslo, l'opposition à l'existence d'Israël, la lutte armée pour la libération entière de la Palestine, ou encore une proximité avec l'Iran et le Hezbollah libanais.

Toutefois, elles cultivent quelques différences. La principale réside dans le refus du JIP de s'engager dans un quelconque processus politique ou diplomatique, à l'exception notable des élections législatives de 1996, et s'oppose frontalement à l'autorité palestinienne de Mahmoud Abbas. Le JIP ne participe pas au processus démocratique, et n'a aucune autre velléité que de mener une résistance armée, même s'il peut parfois favoriser les médiations et négociations entre les différents mouvements palestiniens afin de garantir leur unité contre Israël.

Le Jihad islamique tend plutôt à assumer un rôle intermédiaire, qui le place en tant que petit parti populaire, et participe de son crédit dans la population palestinienne. Son objectif centré sur la libération de la Palestine a rompu nettement avec l'idéologie des années 1960-1970 qui comportait une dimension internationale. Cette prise de distance avec la pensée des Frères musulmans et l'attrait du Jihad islamique pour le modèle de la révolution iranienne, lui a permis de constituer des réseaux chiites avec les Iraniens et le Hezbollah, alors que le JIP demeure d'obédience sunnite.

Même si le Hamas et le Jihad islamique affichent publiquement la solidité de leur alliance et leur unité face à Israël, la position radicale du JIP a plus d'une fois déstabilisé le Hamas lorsqu'il cherchait un compromis temporaire avec Tel-Aviv. Et le fait que les deux organisations soient réunies dans une instance de coordination militaire depuis 2018 n'a pas empêché le Jihad islamique de faire cavalier seul. Par trois fois ces dernières années, ses Brigades Al-Qods ont lancé des attaques contre Israël sans que le Hamas s'y associe :

- en octobre 2019, dix jours après des négociations au Caire avec les officiels du Hamas et les autorités égyptiennes, le JIP a unilatéralement attaqué Israël à la roquette, contrariant fortement le Hamas et les Egyptiens, qui ont demandé au Hamas de contrôler les initiatives de son allié. Le 12 novembre 2019, les Israéliens ont tué un des commandants du JIP, Baha Abu Al-Ata, dans un bombardement, ce qui a valu plusieurs jours de violence entre Israël et le JIP, qui a seul riposté à l'Etat hébreu avec 450 roquettes, tandis que le Hamas tentait de calmer le jeu ;
- en août 2022, durant trois jours d'escalade de la violence, meurtriers, le JIP a lancé plus d'un millier de roquettes sur Israël. Le Hamas a condamné l'attaque israélienne, mais ne s'est pas joint aux combats ;
- en mai 2023, le Jihad islamique a riposté contre Israël après l'assassinat ciblé de trois de ses hauts responsables, sans que le Hamas se joigne aux combats, même si un porte-parole de ce dernier a parlé de « *résistance unifiée* ».

Les relations entre le Hamas et le Jihad islamique ne sont pas toujours faciles, en raison de l'imprévisibilité de ce dernier, mais la position intransigeante du JIP a permis paradoxalement au Hamas d'apparaître épisodiquement comme un interlocuteur aux yeux des Israéliens afin de négocier un allègement du blocus ou un cessez-le-feu.